

8° FORO DE BIARRITZ
Rencontres Europe-Amérique Latine

Santiago du Chili - 8 et 9 octobre 2007

SYNTHESES DE LA TABLE RONDE « Identité et sentiment d'appartenance comme base de la légitimité démocratique »

Mardi 9 Octobre - Salon Cordillera

Modératrice: Sol Serrano, Historienne, Chili

Intervenants :

Cristina Álvarez, Députée, Argentine

Clementina Díez de Baldeón García, Présidente Commission de la Culture du Congrès des Députés, Espagne

Robert Harvey, Historien, Royaume Uni

Alfonso López Caballero, Ancien Ambassadeur de Colombie en Angleterre, Colombie

Zair Kedadouche, Directeur des Relations Internationales du Conseil de l'Intégration, France

Sol Serrano, historienne chilienne, a modéré ce panel sur le thème de l'«**Identité et sentiment d'appartenance comme base de la légitimité démocratique**».

- **Cristina Álvarez, Députée, Argentina**

« Quelles sont les frontières de l'identité ? » C'est la question que s'est posée Cristina Alvarez. Les revendications des mouvements identitaires se réapproprient des mots qui avaient disparu du vocabulaire politique : la passion, la multitude... Ces mouvements doivent être pris en compte et on doit assumer le prix de la reconstruction sociale alors que des idées ont disparu. Le futur se joue dans ces « héros collectifs », comme les nomme Cristina Alvarez. Ils véhiculent en réalité des idées et des intérêts qui intéressent l'ensemble de la communauté.

- **Clementina Díez de Baldeón García, Présidente Commission de la Culture du Congrès des Députés, Espagne**

Clementina Díez de Baldeón García a fondé sa présentation autour des trois notions qui se retrouvent dans le concept de cohésion sociale :

- L'égalité : l'Etat doit être le garant du bien-être du berceau à la tombe sans quoi les droits ne sont pas garantis, apparaissent les inégalités face à la maladie, à la vieillesse et l'inclusion n'est pas possible.
- La solidarité : elle évoque les revendications nationalistes en faisant référence au concept de Dubeck, de la « dévolution des pouvoirs ». Ce sont des défis continus à l'Etat-Nation, néanmoins c'est sur cette base que doit être construite la solidarité.
- La liberté : Une société n'est pas envisageable s'il existe de la xénophobie, du racisme, de l'homophobie... Clementina Díez de Baldeón García cite l'exemple de l'Espagne où le droit au mariage a été attribué aux homosexuels. Il faut donc garantir des lois gouvernées par la tolérance. Mais jusqu'à quel point peut-on parler de tolérance ?

- **Robert Harvey, Historien, Royaume Uni**

Robert Harvey est revenu sur l'histoire de la cohésion sociale en Amérique latine, en qualifiant les démocratisations comme l'un des grands moments. Il a décrit une Union Européenne composée de pays qui collaborent beaucoup, sans pour autant sacrifier leurs nations, et à ce titre là remarqué que la cohésion était plus forte en Amérique Latine, ajoutant que l'unité a été la réelle clé du succès aux Etats-Unis.

- **Mr. Alfonso López Caballero, Ancien Ambassadeur de Colombie en Angleterre, Colombie**

Alfonso López Caballero a entrepris d'analyser le cas colombien en se référant spécialement aux FARC, qui ont une influence très forte sur tout le pays malgré le faible soutien qu'elles remportent auprès de la population, ce qui est fondamentalement paradoxal. Il cite pour illustrer cette contradiction le titre d'un livre : « Colombie, un pays malgré lui »...

En Colombie, l'institution qui remporte le plus de soutien, c'est l'armée, ce qui constitue un risque pour les FARC, qui si elles baissaient les armes n'auraient sûrement pas le même poids politique. Elles représentent à elles seules un vrai frein à la cohésion sociale.

- **Mr. Zair Kedadouche, Directeur des Relations Internationales du Conseil de l'Intégration, France**

Pour illustrer la thématique de la cohésion sociale et en sa qualité de directeur des Relations Internationales du Conseil de l'intégration, Zair

Kedadouche a rappelé la récente polémique en France qui s'est développée autour de la création d'un ministère de l'immigration et de l'identité nationale. En effet, cette évolution correspond à un changement de concept : dans les années 1970, 1980, l'immigration était essentiellement économique et temporaire ; elle est aujourd'hui devenue une immigration de peuplement. De manière plus générale, Zair Kedadouche s'interroge sur la séparation entre le monde occidental et le Sud. Si après la chute du mur de Berlin, on a cru à la fin de l'histoire, on s'est trompé. Nous sommes passés de clivages idéologiques à des clivages identitaires et en particulier religieux. Alors que la puissance militaire européenne devient un rempart, on est en droit de se demander si la faille Nord/Sud va se rétrécir ? S'agrandir ? La France et l'Europe peuvent servir de laboratoire pour une nouvelle intégration, en s'appuyant sur leurs traditions de coopération et de coexistence. La question est de savoir comment et à quel degré nous protéger. Zair Kedadouche évoque à ce titre la crise des banlieues en France qu'il analyse comme une demande d'être français, comme l'a dit le président Chirac : « Vous êtes tous des fils et des filles de la République Française ». La question alors, plus que de se protéger et de se demander comment créer un modèle de coexistence, qui serait à même de gérer la diversité culturelle est la suivante : « Comment vivre ensemble avec nos différences ? ».

Lundi 8 octobre 2007 - Grand Salon

Modérateur : **Enrique García**, Président Exécutif de la Corporación Andina de Fomento CAF

Vidéoconférence donnée par Mme **Benita Ferrero-Waldner**, Commissaire Européenne , Chargée des Relations Extérieures et de la Politique Européenne de Voisinage

Intervenants :

Gustavo Suárez Pertierra, Président Real Instituto Elcano, Espagne Présentation de l'état de la situation

Carlos Álvarez, Président Commission des Représentants Permanents MERCOSUR

Alejandro Foxley, Ministre de Relations Extérieures du Chili

José Luis Machinea, Secrétaire Exécutif Commission Economique pour l'Amérique Latine et les Caraïbes CEPAL

Jean Maninat, Directeur du Bureau Régional pour l'Amérique Latine et les Caraïbes, Organisation International du Travail OIT, Pérou

José Ignacio Salafranca, Président de l'Assemblée Parlementaire Europe-Amérique Latine EUROLAT, Espagne

Jorge Enrique Taiana, Ministre des Relations Extérieures, du Commerce International et du Culte, Argentine

Hubert Védrine, Ancien Ministre des Affaires Etrangères , France.

Le modérateur de cette première Session Plénière était **Enrique García**, Président Exécutif de la Corporación Andina de Fomento CAF.

Sont intervenus :

- **Gustavo Suárez Pertierra, Président Real Instituto Elcano, Espagne Présentation de l'état de la situation**

Voir document joint.

- **Vidéoconférence donnée par Mme Benita Ferrero-Waldner, Commissaire Européenne, Chargée des Relations Extérieures et de la Politique Européenne de Voisinage**

Benita Ferrero Waldner, en sa qualité de commissaire européen, a rappelé l'importance de l'association stratégique qui lie l'Union Européenne à l'Amérique Latine, qui au-delà des intérêts économiques projette une intégration autour de valeurs et notamment celle de l'équité et de la cohésion sociale. Elle a précisé que malgré l'aide européenne annuelle de deux millions d'euros, l'Amérique Latine reste engluée dans la pauvreté. Pour dépasser cet état, dans la région la plus inégalitaire au monde, Benita Ferrero Waldner prône de meilleurs politiques sociales et insiste sur le rôle des initiatives privées et de la RSE, qui n'est pas seulement une question d'éthique mais l'expression d'un contrat social fondé sur la solidarité.

- **Carlos Álvarez, Président Commission des Représentants Permanents MERCOSUR**

Carlos Alvarez, venu en représentation du Mercosur, a insisté sur la nécessité de renforcer une communauté de valeurs qui puisse ordonner un monde plus « vivable » pour tous. Quelles sont donc alors les stratégies pour avancer à l'échelle de l'intégration interrégionale ? La première serait une stratégie réaliste, maximaliste qui se concrétiserait par une alliance stratégique comme l'évoquera par la suite Hubert Védrine où interviendraient des logiques commerciales et non pas politiques et où seraient conclus des accords. La seconde stratégie ne se limiterait pas au commerce mais réintégrerait l'idée d'une politique commune basée sur la recherche d'une complémentarité entre des modèles de développement inclusifs. Cela devient possible en A.L. maintenant que la démocratie est consolidée et que les marges de manœuvre politiques sont plus grandes.

- **José Luis Machinea, Secrétaire Exécutif Commission Economique pour l'Amérique Latine et les Caraïbes CEPAL**

La globalisation impose des limites aux Etats, et limite les politiques qui visent à réduire les inégalités. José Luis Machinea a souligné que c'est justement en luttant contre la pauvreté et les inégalités que l'on obtient la cohésion sociale. Il en rappelle la définition qu'en donne le Conseil de l'Europe : la cohésion sociale, c'est « assurer le bien-être de tous ses membres », autrement dit, l'Etat-Providence doit être le référent pour la région latino-américaine, qui lutte contre les héritages d'un développement qui n'a cessé d'exclure. A l'échelle interrégionale, la cohésion s'explique en matière sociale par la coopération et en matière commerciale à travers des accords d'association, tout comme par une certaine cohérence sur le plan multilatéral.

- **José Ignacio Salafranca, Président de l'Assemblée Parlementaire Europe-Amérique Latine EUROLAT, Espagne**

José Ignacio Salafranca a invité l'Europe à sortir de sa sieste institutionnelle en se préoccupant de la situation dans les Balkans, des conflits en Irak et en Afghanistan. L'A.L. tient elle aussi une bonne place sur l'agenda de l'Union Européenne.

- **Jorge Enrique Taiana, Ministre des Relations Extérieures, du Commerce International et du Culte, Argentine**

Jorge Enrique Taiana a insisté sur la nécessité de travailler à la facilitation du commerce interrégional entre l'Europe et l'Amérique Latine et de créer les conditions d'un commerce équitable, notamment par l'ouverture du commerce en matière agricole.

- **Hubert Védrine, Ancien Ministre des Affaires Etrangères, France**

En introduction, Hubert Védrine est revenu sur la genèse du rapprochement Europe/ A.L. ; le sommet de Rio de 1999 donne le coup d'envoi au mécanisme, qui se traduit aujourd'hui par une alliance où l'Europe se trouve être le second partenaire de l'A.L. Qu'est ce qui a donc permis d'intensifier les échanges interrégionaux ? Pour Hubert Védrine, ce sont avant tout les affinités culturelles, les relations très anciennes qu'entretiennent les élites... Pourtant existent des freins notables à ces relations : si l'Europe et l'A.L. sont chacune de plus en plus intégrées, leur relation commune ne l'est pas forcément, l'intégration n'est pas automatique ; dans un monde globalisé, il existe beaucoup d'autres partenaires et l'Europe de par son propre élargissement est plutôt introvertie. De son côté, l'A.L. négocie principalement avec son partenaire américain...

Sur quoi peut-on alors faire porter les progrès de l'intégration Europe/A.L. ? L'institutionnalisation, les liens commerciaux mais en matière de cohésion sociale, cela dépend de chaque pays car le contexte social et politique peut varier du tout au tout. De manière générale, dans la décennie à venir, la supposée « communauté internationale » va être soumise au choc de la compétition, écologique, démographique et c'est là, pour gérer la mondialisation, la compétition, que se trouve le terrain le plus fructueux entre l'Europe et l'A.L. : le terrain d'une alliance stratégique. La gestion commune de la mondialisation est le domaine privilégié pour nos convergences durables.
